



Quinzaine marocaine – du 14 au 27 septembre 2020

Zoom du Service Economique

L'inclusion financière, enjeu de développement socioéconomique

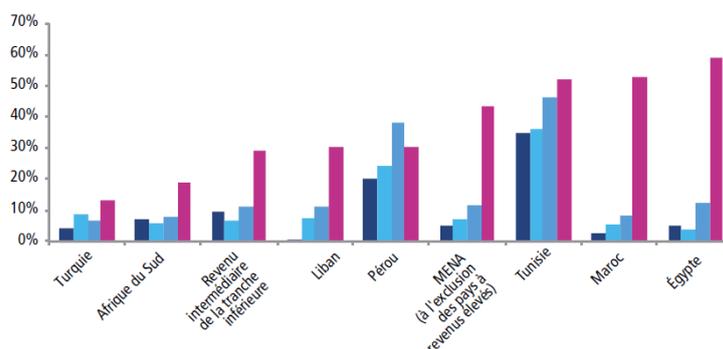
L'inclusion financière au Maroc, particulièrement faible par rapport aux autres pays à revenu intermédiaire inférieur ou au monde arabe, l'est d'autant plus chez les femmes, les jeunes et les ruraux.

Selon l'enquête Findex de la Banque Mondiale, le pourcentage d'adultes disposant d'un compte actif auprès d'une institution financière s'élèverait à 29 % de la population adulte. Les résultats du Maroc sont ainsi particulièrement faibles par rapport à ceux des pays à revenu intermédiaire inférieurs (58 %), du monde arabe (37 %), ou en comparaison avec ses voisins algérien et tunisien (43 % et 37 %). L'accès aux services financiers au Maroc est très hétérogène selon l'âge, le genre, ou la localisation géographique. Ainsi, seuls 17 % des femmes, 20 % des ruraux et 16 % des jeunes de 15 à 24 ans disposent d'un compte bancaire. L'offre de services l'est tout autant : tandis que seules 25 % des communes rurales sont équipées d'un point d'accès bancaire, l'axe Casablanca - Kénitra concentre près de 50 % des dépôts (en valeur).

La faible pénétration des services financiers formels chez les particuliers au Maroc s'explique avant tout par les modestes revenus des Marocains par rapport aux fonds requis pour l'ouverture d'un compte. Selon le rapport de la Banque Centrale sur les infrastructures de marché et les moyens de paiement, il s'agit de l'unique raison de leur exclusion financière pour la moitié de la population marocaine. Cette tendance est à l'œuvre dans l'ensemble monde arabe, mais elle apparaît plus marquée au Maroc.

Face à ces faibles résultats, le gouvernement marocain a mobilisé plusieurs politiques publiques depuis la fin des années 2010 dans le cadre de sa Stratégie Nationale d'Inclusion Financière. Plusieurs politiques publiques ont pris forme dans le cadre de cette stratégie, telles que le programme dit *Intelaka* (prêts à moins de 2 % pour les jeunes porteurs de projets), la commercialisation de produits de type *mobile money*, ou la diversification des produits financiers (microcrédit, finance islamique).

RAISONS DE NE PAS AVOIR UN COMPTE



Source : Bank Al-Maghrib – rapport annuel sur les systèmes et moyens de paiement

Actualités économiques et financières

MACROECONOMIE, COMMERCE & FINANCE

- **Banque Centrale : maintien de la politique monétaire accommodante et nouvelles prévisions macroéconomiques.** Le Conseil de Bank Al-Maghrib s'est réuni le 22 septembre et a décidé de maintenir son taux directeur à 1,5 %. En outre, la Banque Centrale table pour l'année 2020 sur une contraction du PIB de 6,3 % (-5,3 % pour le PIB agricole, -6,3 % pour le non-agricole), un taux d'inflation de 0,4 %, un déficit budgétaire de 7,9 % et une augmentation de la dette du Trésor de 10 points à 76,1 %. Côté balance courante, Bank Al-Maghrib prévoit une forte baisse des exportations et des importations (de 16,6 % et 17,4 %), un important recul des recettes voyages (de 79 Md MAD en 2019 à 23,9 Md MAD en 2020), et une diminution plus légère des recettes MRE (-5 % à 61 Md MAD). Dans ces conditions, le déficit courant augmenterait de 2 points à 6 %.
- **Le Maroc lève 1 Md EUR sur les marchés financiers internationaux en deux tranches de 500 M EUR chacune.** La 1^{ère} tranche d'une maturité de 5 ans et demi est assortie **d'un coupon de 1,375 %**, la 2^{ème} tranche d'une maturité de 10 ans **d'un coupon de 2 %**. [Selon le communiqué du ministère de l'Economie et des Finances](#), le carnet d'ordres dépassait 2,5 Md EUR, confirmant la confiance dont jouit le Maroc auprès des investisseurs internationaux.
- **Le ministre de l'Economie et des Finances, M. Benchaâboun, présente un nouveau projet de loi relatif à lutte contre la corruption.** Le ministre de l'Economie marocain a présenté à la commission de la justice, de la législation et des droits de l'homme de la Chambre des Représentants, un nouveau projet de loi relatif à l'Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption (INPPLC). Ce dernier prévoit l'élargissement des missions et domaines d'intervention de l'Instance, et lui donnerait les prérogatives nécessaires pour mener des recherches et enquêtes qui seraient transmises aux institutionnels compétents pour le lancement de procédures disciplinaires ou pénales. Par ailleurs, la définition juridique de la corruption sera élargie aux conflits d'intérêts.
- **Indice 2020 du Capital Humain de la Banque Mondiale : de faibles progrès enregistrés par le Maroc.** L'indice du capital humain (ICH, compris entre 0 et 1) pour le Maroc se chiffre en 2020 à 0,5, signifiant que la productivité de la nouvelle génération, une fois parvenue à l'âge adulte, s'élèvera à 50 % de ce qu'elle aurait pu atteindre si elle avait bénéficié de meilleures conditions d'éducation et de santé. Il s'agit d'une faible amélioration depuis 2010, où l'ICH marocain était de 0,45. Le Maroc se situe légèrement au-dessus de la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (0,48) mais en-dessous de la moyenne de la zone MENA (0,57). L'ICH marocain des femmes est légèrement plus élevé que celui des hommes (0,52 contre 0,49). Cette disparité est essentiellement imputable aux moins bons résultats scolaires des garçons.
- **Augmentation du taux de chômage à 12,3 % au terme du premier semestre 2020** (15,6 % en zone urbaine ; 7,2 % en zone rurale). Il s'agit d'une hausse de 4,2 points par rapport à même période en 2019. 589 000 postes ont été supprimés au cours du deuxième trimestre 2020, pour l'essentiel dans le secteur primaire (-477 000 postes). Le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) a particulièrement augmenté sur cette période : +11,2 points à 33,4 %.
- **L'inflation s'établit à 0,7 % à fin août 2020 en glissement annuel.** La croissance de l'Indice des prix à la consommation (qui rend compte de l'inflation) s'est accélérée sur le mois d'août 2020 pour se situer à 0,7 % contre 0,5 % à fin juillet, en variation annuelle. Cette augmentation du rythme de croissance est liée à des tensions inflationnistes sur certains produits alimentaires : le prix des fruits a augmenté de 14,6 % au cours du mois d'août, celui des légumes de 10,9 % et celui des poissons et fruits de mer de 6,1 %.

INDUSTRIES, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, TRANSPORT

- **Electricité : reprise de la hausse de la demande d'énergie électrique en juillet après trois mois de baisse.** La demande d'électricité a enregistré une évolution positive durant le mois de juillet, après trois mois de baisse sous l'effet de la crise sanitaire et des mesures de confinement. L'énergie nette appelée a affiché une hausse de 2,7 % au cours du mois de juillet 2020 en glissement annuel, après des baisses respectives de 14,3 %, de 13 % et de 3,5 % durant les mois d'avril, de mai et de juin de la même année, traduisant les signaux d'une reprise progressive de l'activité économique nationale.
- **Perspectives du secteur aéronautique pour l'année 2020.** Dans une [interview donnée au site d'information marocain le Boursier](#), le président d'honneur de la fédération sectorielle de l'aéronautique (GIMAS), H.B. El

Andaloussi, a dressé quelques projections économiques pour l'année 2020. Ainsi, le secteur s'attendrait à une baisse d'activité de 30 % à 40 % sur l'année, engendrant une diminution des exportations d'au moins 30 % et le licenciement de 15 % à 20 % des effectifs. H.B. El Andaloussi estime que le Maroc, en tant que « base la plus compétitive à la porte de l'Europe », est un sérieux candidat aux relocalisations éventuelles de constructeurs européens en provenance d'Asie.

SERVICES, TOURISME, SANTE & INNOVATION

- **Santé : détail des dépenses du Ministère de la Santé relatives à la crise sanitaire.** Le ministère de la Santé avait bénéficié du Fonds spécial de gestion de la pandémie d'une enveloppe de 1,9 Md MAD. Selon le ministre de la Santé, K.A. Taleb, ces ressources ont permis de conclure 247 marchés avec 98 entreprises, afin d'acquérir des équipements et fournitures médicaux techniques (25 % du montant total), des fournitures de laboratoire (19 %), des médicaments et fournitures médicales (17 %), des équipements relatifs aux lits (12 %) et des appareils de radiographie (8 %).
- **Santé : le ministre de la Santé signe un MoU relatif à l'acquisition de vaccins anti-Covid.** Ce mémorandum d'entente a été signé avec R-Pharm, société russe fabriquant des vaccins anti-Covid-19 sous licence du groupe anglo-suédois AstraZeneca (anglo-suédois) au sein de l'université d'Oxford. Ce MoU fait suite à l'accord conclu fin août avec le laboratoire chinois Sinopharm CNB, visant à faire participer le Maroc aux essais cliniques de phase III de leur vaccin (CHU de Rabat et de Casablanca ; hôpital militaire de Casablanca).
- **Numérique : vers une Stratégie d'accélération du développement du digital.** Devant plusieurs acteurs de l'écosystème digital marocain, le ministre de l'Industrie M.H. Elalamy a mentionné l'élaboration d'une nouvelle stratégie du numérique au sein de son ministère, visant à positionner le Maroc en tant que Hub Digital Régional et Continental. Elle porterait essentiellement sur l'accompagnement des acteurs du digital (autoentrepreneurs, startups, TPME), et l'accélération de la digitalisation des administrations.

AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE, ENGRAIS PHOSPHATÉS

- **Le taux de remplissage des barrages est tombé à 39,7 % début septembre.** Les retenues des principaux barrages nationaux ont ainsi diminué de 7,6 Md m³ (à la même période en 2019) à 6,2 Md m³. La situation est géographiquement disparate : les taux de remplissage des barrages d'Al Massira (Settat), de Bin El-Ouidane, d'Al Wahda (Ouezzane), d'Oued El Makhazine (Larache) s'élèvent respectivement à 14,5 %, 23,6 %, 55,1 % et 84,4 %.

AIDE AU DEVELOPPEMENT – BAILLEURS INTERNATIONAUX

- **Prêt de 200 M EUR de la BEI à faveur de Crédit Agricole du Maroc (CAM).** Ce prêt vise à soutenir les entreprises de la bioéconomie et de l'agriculture, et à accompagner la nouvelle stratégie agricole *Generation Green* 2020-2030. Ce prêt sera accompagné d'une assistance technique, afin d'appuyer le groupe bancaire en matière de « digitalisation des chaînes de valeur agricoles » et de « financement vert ».

TABLEAUX STATISTIQUES

Taux de change

	25/09/2020		18/09/2020		25/08/2020		25/09/2019	
	(jour)		(1 semaine)		(1 mois)		(1 an)	
	1 EUR	1 USD	1 EUR	1 USD	1 EUR	1 USD	1 EUR	1 USD
MAD	10,80	9,28	10,93	9,22	10,90	9,20	10,67	9,69

Bourse de Casablanca (évolution du MASI)

	24/09/2020	18/09/2020	24/08/2020	31/12/2019
	(jour)	(1 semaine)	(1 mois)	
Valeur	9 995,34	10 064,32	10 255,39	12 171,90